




# T@mT@m/CFTC.FAE

Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat - 2bis, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS

Téléphone : 01 40 13 80 88 - Fax : 01 40 13 80 89

 [cftcfae@free.fr](mailto:cftcfae@free.fr)  <http://www.cftc-fae.fr>  [facebook.com/groups/CftcFAE](https://facebook.com/groups/CftcFAE)

N°334- Le 30 septembre 2014

## LES FAMILLES ENCORE PÉNALISÉES !

**PLFSS 2015 :**

### **30 septembre 2014 - Pantin**

Suite aux mesures annoncées dans le cadre du PLFSS 2015, la CFTC déplore le coup une nouvelle fois porté aux familles ! Dans le contexte de crise actuelle, la CFTC comprend que des économies doivent être faites, mais elle est opposée à la remise en cause de la politique familiale française qui a pourtant fait ses preuves ! Deux dispositifs emblématiques de la politique familiale ont été impactés par le PLFSS présenté hier par la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes :

**Le congé parental, qui doit être encore rabaissé.** Bien que la CFTC approuve toute incitation allant dans le sens d'un meilleur partage des responsabilités entre les parents, elle regrette qu'au lieu d'inciter on ait choisi de contraindre. Pour favoriser le retour à l'emploi des femmes et la conciliation des temps de vie, **la CFTC juge qu'il serait plus efficace de développer l'offre d'accueil des jeunes enfants**, car aujourd'hui il manque en France près de 500 000 places pour les accueillir !

**La seconde mesure qui consiste à diviser par trois la prime de naissance à partir du deuxième enfant, est une nouvelle sanction pour les ménages !**



Elle permettait en effet de faire face aux premières dépenses liées à l'arrivée de l'enfant au foyer (changement de logement, meubles, matériel de puériculture, etc.). La CFTC, qui avait déjà voté contre la réforme du congé parental, et qui ne cesse de rappeler que la branche Famille est plus que de raison mise à contribution depuis de nombreuses années pour contribuer à la baisse du déficit public, ne saurait accepter que le gouvernement continue à "grappiller" et faire des économies sur le dos des familles.

## **Communiqué fédéral**

